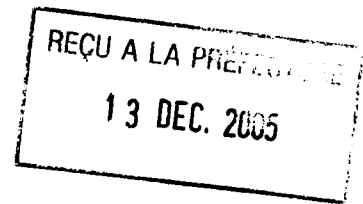


Conseil Général Haut-Rhin

Direction de la Solidarité
Service Tarification
des Établissements Sociaux



Colmar, le

ARRETE **2005 - 00592** **DSOL**
du **12 DEC. 2005**

**portant fixation des prix de journée hébergement et dépendance 2006 de l'EHPAD
« Charles Bléger » à SAINT-HIPPOLYTE**

- VU** les Codes de la Santé Publique de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et notamment l'article 45 ;
- VU** le décret n° 2001-1085 du 20 novembre 2001 portant application de la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie, notamment en son article 23,
- VU** la convention EHPAD signée le 17 février 2005 ;
- VU** les propositions de l'établissement ;
- SUR** proposition du Directeur Général des Services ;

DÉPARTEMENT DU HAUT-RHIN

ARRÊTÉ EXÉCUTOIRE

DATE	Réception par le res.
	Publication - Notice

13 DEC. 2005
15 DEC. 2005



Président du Conseil Général
ou son délégué

Le Directeur de la Solidarité

Jacques ROYER

1/2

Hôtel du Département
100, avenue d'Alsace
BP 20351
68006 Colmar Cedex

Tél. 03 89 30 68 40
Fax 03 89 21 72 81
tarif.etab@cg68.fr
www.cg68.fr

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Pour l'exercice budgétaire 2006, les classes 6 nettes pour les sections hébergement et dépendance sont respectivement fixées à :

- Hébergement : 640 496,40 €
- Dépendance : 168 330,70 €

ARTICLE 2 :

Les prix de journée applicables à compter du 1^{er} janvier 2006 pour l'EHPAD « Charles Bléger » à SAINT-HIPPOLYTE sont fixés à :

Hébergement :

- Résidants de plus de 60 ans : 42,58 €
- Résidants de moins de 60 ans : 54,10 €

Dépendance :

Tarifs	Dont pris en charge par l'APA
GIR 1-2 : 16,71 Euros	GIR 1-2 : 12,21 Euros
GIR 3-4 : 10,61 Euros	GIR 3-4 : 6,11 Euros
GIR 5-6 : 4,50 Euros	GIR 5-6 : Néant

Le montant de la dotation globale versée à l'établissement est arrêté à :

77 994,64 €

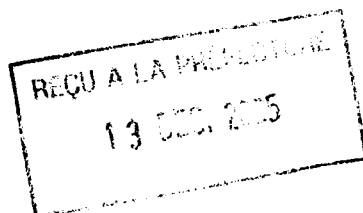
ARTICLE 3 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil Général dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY dans le délai d'un mois à compter soit de sa publication ou de sa notification, soit du rejet du recours gracieux, soit en l'absence de réponse pendant deux mois au recours gracieux.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur Général Adjoint sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de l'établissement et publié dans le Bulletin d'Information Officiel du Département.

LE PRESIDENT




Charles BUTTNER